

Épizooties : plusieurs marchés de bétail fermés

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4667 - Mercredi 2 janvier 2019 - Prix : 10 DA

Biskra/Pour assassinat d'une jeune fille et mutilation de son corps

Peine capitale et perpétuité pour 7 membres d'une même famille

Page 24

Energies de substitution

L'électronucléaire est-il l'énergie de demain pour le monde ?

Page 4

La division américaine sur le retrait de Syrie

Par Mohamed Habili

Ceux des politiques et militaires américains, tous bords confondus, qui ne veulent pas d'un retrait de Syrie, seraient-ils en train une nouvelle fois de faire revenir Donald Trump sur une décision qu'il a déjà prise en ce sens, et dont il semble même qu'elle a déjà connu un début d'exécution ? A en croire le très conservateur, et néanmoins un de ses proches, Lindsey Graham, le sénateur de la Caroline du sud, il se serait déjà montré disposé à ralentir le rappel des 2000 soldats se trouvant pour l'essentiel à l'est de l'Euphrate. Ce même sénateur est lui-même partisan, il n'est pas le seul dans son cas à Washington, non seulement du ralentissement mais de l'abandon pur et simple de toute idée de retrait. Il faut croire qu'il n'a pas complètement tort, puisque Trump a fini par convenir dans un tweet qu'il faut rester pour achever le travail commencé... contre Daech, encore que ce ne soit pas en des termes très explicites. Une source anonyme croit savoir que ce qui devait se produire en un mois a été reconfiguré pour s'étaler sur quatre mois. Cela change-t-il grand-chose que le retrait se fasse en un mois, comme prévu initialement, ou en quatre mois, comme il vient d'être suggéré, l'information pouvant se révéler sans fondement ? Oui et non. Oui, car quatre mois peuvent durer plus longtemps que cela, si la situation en Syrie prend une tournure particulièrement indésirable. Quatre mois permettent de voir venir et d'aviser selon le cours des événements et des enjeux du moment, alors qu'un départ devant s'achever dans l'espace d'un mois est supposé être sans retour. Suite en page 3

D'intenses activités pour relancer le secteur au Sud

La saison du tourisme saharien bat son plein



Le secteur du tourisme au Grand Sud déploie d'intenses efforts pour la réussite de la saison touristique saharienne à travers l'intensification des mécanismes de promotion des potentialités touristiques de la région. Pour faire connaître ses potentialités, le Sud œuvre à charmer le touriste par l'organisation de diverses manifestations.

Lire page 2

Béjaïa

Retour sur une année houleuse

Page 4



Clôture du Festival du théâtre professionnel
La pièce «Baccalauréat» remporte le premier prix

Page 13

D'intenses activités pour relancer le secteur au Sud

La saison du tourisme saharien bat son plein

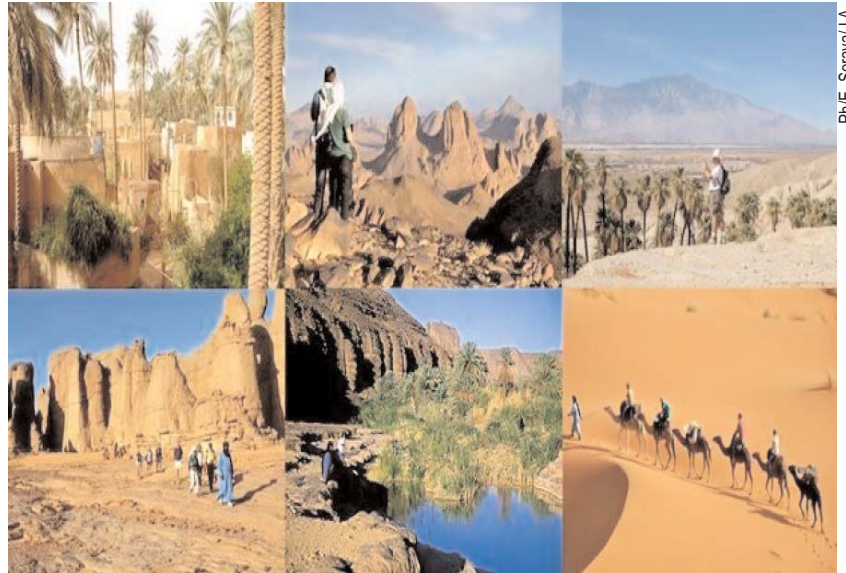
■ Le secteur du tourisme au Grand Sud déploie d'intenses efforts pour la réussite de la saison touristique saharienne à travers l'intensification des mécanismes de promotion des potentialités touristiques de la région. Pour faire connaître ses potentialités, le Sud œuvre à charmer le touriste par l'organisation de diverses manifestations.

Par Louiza Ait Ramdane

Le Sahara en Algérie attire de plus en plus de touristes étrangers, malgré le manque d'infrastructures hôtelières. En cette période, cette région féérique enregistre une hausse des demandes de visas selon les professionnels du secteur. Pour réussir cette saison, d'intenses préparatifs sont entrepris par les instances et opérateurs concernés par le secteur du tourisme dans la région, pour la relance du tourisme saharien. Les opérateurs et agences de voyages ont procédé à la mise au point d'une série d'opérations susceptibles d'assurer le bon accueil des touristes, depuis le mois d'octobre, début de la saison du tourisme saharien, ressource vivrière pour de nombreux habitants, notamment les artisans, dans cette région du Grand Sud. Il est question de la programmation d'une panoplie d'activités culturelles, artistiques et folkloriques en l'honneur des visiteurs de cette région. L'organisation de ces événements vise la relance du tourisme et la promotion des prestations en direction des touristes. Les sites touristiques disséminés à travers le Grand Sahara ont connu dernièrement

une large affluence des touristes étrangers, notamment de nationalité européenne. Ces touristes ont convergé vers plusieurs régions du Grand Sahara. D'autres touristes européens se sont rendus encore durant le mois de décembre écoulé pour y passer les fêtes de Nouvel An. Cette affluence augure d'une saison touristique prometteuse. Une batterie de mesures sont prises pour encourager et drainer toujours plus de flux touristiques dans la région et consistent, entre autres, en la médiation du produit touristique local, considérée comme principale action pour la promotion du tourisme.

A Adrar, diverses activités touristiques sont organisées dans la wilaya déléguée de Timimoune, à 220 km nord de la wilaya, pour la relance du tourisme dans le Gourara, coïncidant avec les fêtes de fin d'année. Mettant à profit cet événement, la Fédération algérienne des sports féminins (FASF) a lancé sa seconde édition initiée dans la région avec la participation de plus de 200 femmes représentant 21 wilayas du pays. Les activités prévues pour cette manifestation, visant la promotion des sports féminins notamment de la femme au foyer



Ph/E. Soraya/J.A.

et la prospection de nouvelles capacités sportives féminines, consistent en des compétitions d'athlétisme, aérobic et tennis de table. Cette manifestation sera mise à profit par les participantes pour découvrir les potentialités touristiques que recèle la région du Gourara, riche en oasis, cachet architectural traditionnel, dunes de sable et l'hospitalité qu'incarne la population de l'Oasis rouge. Aussi, la chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya d'Adrar organise, en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, le salon national «Gourara» de l'artisanat regroupant des exposants venus de 12 wilayas du pays. Cet événement qui a pour cadre un espace public en plein

air de la ville de Timimoune constitue une vitrine des produits et articles d'artisanat étalés à la satisfaction des visiteurs et touristes en affluence dans la région venus célébrer les fêtes de fin d'année dans la région. Les visiteurs ont également à apprécier les articles d'artisanat, notamment des effets vestimentaires du tissage traditionnel, de la poterie et de la vannerie, et se procurer divers modèles de souvenirs marquant leur séjour et passage dans le Gourara.

Les touristes, représentant des nationalités française, suisse, autrichienne et espagnole, et autres, ont introduit des demandes de visas auprès de la direction locale du tourisme, via les agences de voyages et de

tourisme, pour se rendre dans la région du Tassili N'Ajjer et profiter de la beauté et splendeur féérique des sites touristiques et archéologiques disséminés dans la région. En dépit de l'importance de sites dont recèle le Sud algérien, d'une rare beauté naturelle, qui font d'elle une des destinations privilégiées pour le tourisme, cette région est en quête de nouvelles structures d'accueil. Pour faire face à cette carence, les gérants de maisons d'hôtes, dont la majorité sont des jeunes du cru et qui s'adonnent à cette formule du «Tourisme chez l'habitant», se sont préparés à recevoir les groupes de touristes ayant décidé d'un séjour touristique dans cette région.

L. A. R.

Région du M'zab

Ghardaïa : Ben Izguen n'en finit pas de séduire les touristes

Fascinante et attirante, la cité forteresse emblématique «Ksar» de Ben Izguen ou (At Izjan) n'en finit pas de séduire de plus en plus les visiteurs et touristes de la région du M'zab (Ghardaïa).

Avec son paysage pittoresque ancrée dans la vallée du M'zab et reconnaissable à ses maisons construites en spirale sur un monticule autour d'une mosquée surplombant le ksar aux façades ocre et renforcé par le contraste de couleurs vives, Ben Izguen est devenu un site incontournable dans le circuit touristique de la région.

Ce joyau architectural édifié au 13^e siècle, selon une structure «atypique», avec des formes simples et des matériaux locaux, est considéré par de nombreux spécialistes comme un «haut lieu de leçons d'architecture», témoignage de l'ingéniosité des bâtisseurs de ces œuvres et d'une civilisation millénaire à préserver.

Comme tous les ksour du M'zab, cette cité forteresse est conçue selon une organisation sociale homogène communautaire avec des œuvres architecturales monumentales se distinguant par la simplicité des formes dans leur conception et des matériaux purement locaux utilisés.

Tantée par son passé sublime et ses paysages fascinants, cette cité est devenue une destination prisée par tous les visiteurs, touristes et autres voyageurs dans la région et s'enorgueillit de son classement comme patrimoine de l'humanité par l'Unesco en 1982.

A titre d'illustration, pas moins de 8 400 touristes ont visité ce ksar durant l'année écoulée, dont 1 750 de nationalité étrangère contre près de 5 000 touristes en 2017, selon les statistiques fournies par l'Office du tourisme de Ben Izguen.

A ces nombreux visiteurs, ce ksar offre un patrimoine matériel

(architectural et urbanistique) «atypique», ainsi qu'un patrimoine immatériel particulièrement «la vente à la criée» sur la place du souk jalousement préservé pour pratiquer un tourisme culturel et écologique.

Les habitants et le tissu associatif de cette ancienne cité ont su se réinventer en mettant en valeur le patrimoine architectural, historique et les potentialités touristiques de Ben Izguen.

L'activité touristique...un secteur prioritaire à forte valeur ajoutée

L'activité touristique au niveau de la cité de Ben Izguen, qui dispose d'atouts et des potentialités aussi riches qu'authentiques, s'affirme au fil des ans comme un secteur prioritaire et à forte valeur ajoutée, a indiqué un notable de Ben Izguen.

La palmeraie, l'architecture le nouveau ksar de Tafilet mitoyen

avec Ben Izguen et les traditions ancestrales sont autant d'atouts qui confèrent à cette contrée une vocation touristique incontournable de premier plan, a déclaré, à l'APS, Ahmed Nouh.

«L'attractivité de la région s'illustre par la construction d'une réputation basée sur la promotion et la valorisation des monuments historiques et du patrimoine culturel et civilisationnel aussi riche que varié existant dans la région», a-t-il ajouté.

La diversité du patrimoine matériel et immatériel existant à Ben Izguen confère à ce ksar en évolution une place stratégique dans le développement durable des activités touristiques et artisanales.

Cette ville fortifiée compte également des sites naturels, des gravures et peintures rupestres à N'Tssa, zone agricole de Ben Izguen ainsi que de nombreux monuments religieux et funéraires marqués par leurs

simplicités architecturales, dépourvus de tout ornement et décoration mais uniques dans leur genre ainsi que l'édification par les aïeux d'un système de défense composé essentiellement de mur de défense qui ceinture le ksar sur une distance de plus de 1 550 mètres linéaires et des tours de garde dont la plus célèbre «Bordj Bouilla» ainsi que des portes d'accès. Ajoutées à ce patrimoine les ouvrages hydrauliques traditionnels composés de puits capteurs d'eau le long de l'oued N'tissa le partage des eaux de l'oasis de Ben Izguen ainsi que les vestiges célèbres des ksars de Boukeaoou et Djanounai.

Désormais accessible aux visiteurs, le ksar de Ben Izguen se positionne de plus en plus comme une destination phare pour le tourisme culturel et enrichit le patrimoine culturel et civilisationnel de la vallée du M'zab réputée mondialement

Inès G./APS

Fièvre aphteuse et peste des petits ruminants

Épizooties : plusieurs marchés de bétail fermés

■ Après la confirmation de cas de fièvre aphteuse dans trois wilayas et perte de près de 1 200 têtes de bétail en raison de la peste des petits ruminants (chèvres et moutons) à travers 12 wilayas, plusieurs marchés et points de vente de bétail ont été fermés comme mesure préventive, afin d'éviter la propagation de ces épizooties.



Par Thinhinene Khouchi

D'abord, en raison de la peste des petits ruminants, le directeur des services vétérinaires (DSV) au ministère de l'Agriculture, El Hachemi Karim Kaddour, a fait état de la perte de 1 000 à 1 200 têtes de bétail à travers 12 wilayas. Ces pertes ont été enregistrées au niveau de plusieurs wilayas dont Biskra, Djelfa, Oum el Bouaghi, Tébessa, Médéa, Saïda, Tiaret, Laghouat, Naâma et Tlemcen, a précisé El Hachemi lors d'une réunion avec les services vétérinaires relevant des directions des services agricoles des différentes wilayas. Il a affirmé qu'une enveloppe financière de 400 millions de dinars avait été débloquée pour l'acquisition du vaccin contre la peste des petits ruminants et le début de la campagne en 2019, avec la prise de toutes les mesures sanitaires visant à prévenir la propagation de cette épizootie. El Hachemi a indiqué que «la situation n'est pas inquiétante», rassurant au sujet de la maîtrise de la peste

des petits ruminants enregistrée au niveau de 12 wilayas qui ont connu une perte d'environ 1 200 têtes ovines, notamment les agneaux. Parmi les mesures préventives, il y a lieu de citer, entre autres, la fermeture des marchés des viandes rouges au niveau national pour une durée d'un mois renouvelable en vue de préserver la santé du citoyen, a ajouté le responsable. Concernant la fièvre aphteuse qui touche les bovins, le même responsable a évoqué «une éventuelle» prévalence de cette épizootie dans trois wilayas, en l'occurrence Blida, Djelfa et Tébessa, soulignant que des échantillons prélevés sur les bêtes mortes avaient été envoyés à des laboratoires internationaux pour confirmer la nature du virus et, partant, acquérir le vaccin adéquat. Il a noté, en outre, que ledit vaccin sera acquis après l'annonce des résultats définitifs des analyses sans donner de date précise. Après avoir entendu un exposé sur le bilan des pertes en têtes de bétail, présenté par les représentants des services vétérinaires des 12 wilayas concer-

nées, El Hachemi a indiqué que la direction des services vétérinaires avait pris d'autres mesures de santé visant à éviter la contagion et à prévenir la propagation de l'épizootie. Il s'agit de maîtriser les déplacements des animaux vers les abattoirs, où il est désormais obligatoire de se présenter muni d'un certificat médical émis par des services officiels qui prouvent que ces animaux sont exempts de toute pathologie, ainsi que l'interdiction d'importation des bovins aux fins de prévention de cette maladie. S'agissant du contrôle vétérinaire du cheptel qui entre en Algérie par voie terrestre, le responsable a indiqué que des services vétérinaires existent au niveau de l'ensemble des postes frontaliers officiels du pays, qui se chargent de cette mission, tandis que des services spécialisés se chargent du contrôle du cheptel qui entre en Algérie. Pour ce qui est des éleveurs dont le cheptel bovin a été abattu en raison de la fièvre aphteuse, chacun d'entre eux a obtenu un montant estimé à 85 millions de DA, qu'il soit assuré social ou non. De son côté, le président du

Conseil national interprofessionnel de l'ensemble des professionnels de la filière viandes rouges, Miloud Bouadis, a indiqué qu'étant donné que la peste des petits ruminants avait affecté essentiellement les moutons, l'année prochaine connaîtra un manque dans le nombre de ces animaux, mais l'on peut remédier à ce problème en faisant confiance aux éleveurs qui doivent prendre toutes les mesures préventives afin d'éviter la propagation de cette maladie.

Fermeture des marchés à bestiaux à Oum El Bouaghi à cause de la fièvre aphteuse

Selon le médecin vétérinaire de la Direction des services agricoles (DSA), Ilham Belaâmi, «la wilaya d'Oum El Bouaghi a pris la décision de procéder à la fermeture de tous les marchés à bestiaux, comme mesure préventive afin d'éviter la propagation de la fièvre aphteuse». La décision prise par le wali, Messaoud Hedjadj, concerne la fermeture pour 30 jours, à compter de lundi dernier, les marchés à bestiaux répartis sur sept communes de la wilaya, a précisé M^{me} Belaâmi, soulignant que l'objectif étant «d'éviter la propagation de la maladie et de la contenir aux seuls foyers où elle s'est actuellement déclarée». Elle a ajouté que la wilaya d'Oum El Bouaghi a enregistré récemment 70 cas de fièvre aphteuse dans le cheptel ovin dans quatre foyers signalés dans les communes de Ksar Sbahi, Ain Diss, Ain Babouche et de Fekirina où 35 têtes ovines ont péri. La décision de la wilaya stipule aussi une interdiction de déplacement des cheptels sans autorisation préalable des services vétérinaires.

T. K.

Avec un espoir de rebond à l'horizon

Les cours du pétrole terminent l'année en légère hausse

Les cours du pétrole ont terminé en hausse leur dernière séance d'une année 2018 chaotique, marquée par les craintes d'un ralentissement économique mondial et d'une surabondance du marché mondial de l'or noir. Avant-hier après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 53,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 59 cents par rapport à la clôture de vendredi dernier. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour février gagnait 15 cents à 45,48

dollars une heure après son ouverture. Cependant, en dépit de cette timide hausse, les cours du pétrole restent cependant à leurs niveaux les plus bas depuis un an et ils devraient continuer à peiner dans un contexte de surabondance de l'offre et du fait de projections d'une plus faible croissance économique. «Les effets de réserves orientées à la hausse et les inquiétudes économiques pour le court terme ont renforcé le pessimisme», a en effet déclaré Benjamin Lu, spécialiste des matières premières au sein de Phillip Futures à Singapour. Voici là une analyse que vien-

dra confirmer Abedelmoumen Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach. Lors d'un point de presse dimanche dernier, tenu à l'issue de la cérémonie de signature de deux accords avec l'ENGTP et Cosider Canalisation, il a en effet incombé cette dégringolade «qui touche tout le monde», «à la hausse des réserves de brut des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite», qui dira-t-il «inondent le marché». «Plus il y a de réserves, plus les prix baissent», a-t-il argumenté. D'où, selon lui, «le rôle de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) d'équilibrer justement l'offre et la demande». En outre, soulignant que les prix

actuels «n'arrangent pas les producteurs eux-mêmes, dans la mesure où ils ne peuvent plus investir dans la recherche», il estimera qu'il y aura «des changements positifs» tout de même. «Nous espérons que se sera le plus tôt possible», conclura-t-il.

Les mêmes pronostics ont été faits plus tôt dans la même journée par Mustapha Guitouni, ministre de l'Energie, qui en marge de sa rencontre avec des cadres de la Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a estimé que «les prix du pétrole connaîtront, avant avril prochain, une hausse oscillant entre 65 et 70 dollars/baril». Il annoncera, à ce propos, que les

LA QUESTION DU JOUR

La division américaine sur le retrait de Syrie

Suite de la page une

Non néanmoins, car prolonger de trois mois le départ, cela veut dire qu'on n'a pas changé d'avis quant au fond, c'est-à-dire qu'on tient au premier chef à ne se laisser piéger plus longtemps en Syrie. Trump a rappelé que cette présence avait été conçue du temps de son prédécesseur pour être de courte durée, pas plus d'un trimestre. Si cela n'avait tenu qu'à lui, il y a des mois que ce retrait se serait déjà produit. C'est en effet en mars 2018 qu'il avait annoncé à ses supporters de l'Ohio, à travers lesquels il s'adressait en fait à l'ensemble de ses électeurs, pour leur dire que pour cette autre promesse aussi, il tiendrait parole. On touche du doigt ici le clivage qu'il y a aujourd'hui aux Etats-Unis entre ceux pour lesquels il faut rester en Syrie pour la bonne raison que la Russie y est, et ceux pour lesquels il faut au contraire ne rien entreprendre nulle part dans le monde qui ait pour effet de tendre les relations avec elle davantage qu'elles ne le sont déjà, du fait notamment de la crise en Ukraine, mais pas seulement. Pour les premiers, qui se recrutent aussi bien chez les démocrates que chez les républicains, encore qu'il semble qu'ils soient plus nombreux parmi ceux-là que parmi ceux-ci, il faut se préparer à la guerre avec elle, celle-ci étant de leur point de vue inévitable. Et pour les seconds, dont Trump et ses électeurs, il faut au contraire cesser de tendre à cette guerre. Trump sait qu'il n'a pas été élu par les va-t-en-guerre, mais par les conservateurs américains las des guerres à l'étranger. Ce qu'il faut ne manquer pas d'être paradoxal, son programme étant de rendre l'Amérique grande à nouveau. Est-ce un hasard s'il est à ce jour, deux années après son arrivée à la Maison-Blanche, l'objet d'une enquête visant à démontrer que sans l'aide des Russes, ce n'est pas lui qui aurait été élu, mais Hillary Clinton, aux sentiments antirusse prononcés pour ce qui la concerne ? Ce qui se joue donc dans cette question du retrait de Syrie n'est pas liée à la guerre contre Daech, du reste déjà largement remportée, et non par les seuls Américains, mais tout à voir avec l'hostilité de rigueur vis-à-vis de la Russie, où qu'elle soit et quoi qu'elle fasse.

M. H.

membres de l'Opep se réuniront avec les pays producteurs non Opep en avril 2019 pour évaluer l'impact de l'accord sur la baisse du marché. A ce moment-là, poursuivra-t-il, «si la situation exige une nouvelle baisse, nous le ferons».

Lynda Naili

Energies de substitution

L'électronucléaire est-il l'énergie de demain pour le monde ?

■ De toutes les énergies de substitution qu'un pays peut envisager d'intégrer dans un bouquet énergétique, la nucléaire est, pour le moins, l'énergie la moins consensuelle et la plus controversée, et cela pour des raisons connues et explicables de sécurité et de sûreté nucléaires qui, malgré toutes les avancées technologiques réalisées aujourd'hui, en sont encore à susciter les inquiétudes des populations des pays où sont implantés en force des parcs nucléaires.

Par Filali H. Imène

L'énergie nucléaire revient-elle à la mode ? Le monde, le temps d'avancées technologiques majeures, a-t-il réussi à apprivoiser les dangers liés à l'incident et à la gestion des déchets nucléaires ? A-t-on réussi à trouver des réponses valables aux perspectives de tarissement du combustible nucléaire à un horizon qui n'est pas assez lointain pour justifier un investissement aussi important que celui que l'on doit consentir sur une centrale nucléaire ? Combien de réacteurs nucléaires faut-il pour combien d'habitants à couvrir en énergie électrique ? Combien de temps une centrale nucléaire peut-elle servir avant d'être réformée ? Ce sont là autant de questions d'importance, dont les réponses permettent de mesurer ce qu'est l'option nucléaire et sa validité, notamment dans notre pays, dont les caractéristiques énergétiques ne sont pas forcément celles d'autres pays où le nucléaire a fini par devenir «*incontournable*». Il faut d'ailleurs ajouter à ce questionnement, celui primordial de la prise en main du processus dans sa relation essentielle avec la souveraineté de gestion de cette énergie.

Toutes les données convergent pour signifier qu'une telle énergie a un coût qui ne devient viable et rentable qu'à partir d'un seuil et d'une durée de production, qu'elle suppose une source maîtrisée (en coût et en quantité) de combustibles, qu'elle pose inéluctablement la question de la gestion des déchets dont on sait qu'ils représentent 98% de la masse d'uranium utilisée.

Les experts en construction de centrales nucléaires savent, eux, à quel point le cahier des charges pour concrétiser un édifice de cette envergure technique et technologique, est complexe et très engageant. Les ingénieurs, dans la perspective de production d'électricité et pour optimiser la rentabilité d'un site nucléaire, préfèrent avoir une centrale à quatre réacteurs, dont le coût est de plus de deux milliards et demi de dollars chacun, chaque réacteur comprenant plus de deux cents dispositifs différents, supposant 5 000 tâches à effectuer (...). Ce sont quatre tranches à réaliser, pour 500 marchés publics à passer, dit-on, qui mobilisent, pendant la durée de pas moins de 7 années, 2 000 ouvriers pour chaque tranche, alors qu'il faut 1 000 agents pour faire fonctionner toute la centrale.



Avec des besoins complexes en électricité exprimés par les habitants, ceux-ci peuvent être couverts à hauteur de 4 millions d'habitants par une centrale nucléaire à quatre réacteurs.

En fait, avec ce qu'il peut offrir et ce qu'il risque d'apporter, le nucléaire civil dans la perspective électronucléaire a des compétences sérieux dans les renouvelables, mais son efficacité industrielle le rend parfois plus attractif que les énergies renouvelables. Les deux en tout cas sont d'actualité du fait de la menace climatique, alors que le nucléaire civil, malgré tous les rejets, semble être, pour certains Etats, l'autre option qui viendrait compléter le concours des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique.

Abstraction faite du débat politique autour duquel s'exprime la revendication, au demeurant légitime, des pays du Sud quant à leur droit à un nucléaire civil, des questions d'ordre économique et scientifique demeurent pendantes, qui ne justifient pas ou très peu cet engagement pour cette industrie qui rappelle au souvenir de l'humanité les incidents nucléaires de Pennsylvanie aux Usa et de Tchernobyl en Ukraine.

Au jour d'aujourd'hui, l'électronucléaire est-il défendable ? Du point de vue économique, cette option hautement capitalistique implique un investissement technologique, technique et humain qui engage une échelle budgétaire hors normes, surtout si le pays est commanditaire, ne dis-

posant pas de la technologie et se contentant de son statut de client destinataire, y compris sur la question relative à la gestion des déchets.

Des investissements aussi massifs dans le nucléaire civil à des fins de production d'électricité créeraient une dépendance irréversible en combustible vis-à-vis des Etats qui ont l'exclusivité de la production, sachant, par ailleurs, que si l'option du nucléaire se généralisait, il n'y aurait pas assez de combustible pour répondre à une demande trop importante et il y aurait au préalable une spéculation prohibitive sur le prix au kilogramme de cette substance radioactive.

Enfin, la question primordiale de la gestion des déchets qui engage depuis de décennies

des chercheurs du monde entier, dont des experts algériens qui dirigent des centres de recherche en Europe, s'avère, après l'investissement et la production, l'autre question qui n'a trouvé ses réponses que dans l'option ancienne de l'enfouissement des déchets. Ce qui pousse les prospectivistes à penser que quels que soient les coûts exorbitants des renouvelables, il faudra, à terme, lorsque les énergies fossiles ne suffiront plus ou ne devront plus alimenter les activités humaines, prendre l'option des renouvelables, dont il est pensé qu'elle est la solution qui réconcilie l'homme avec la planète et qui le poussera, un jour, à renoncer à un mode de vie «*radioactif*».

F. H. I

Béjaïa

Retour sur une année houleuse

L'année 2018 est désormais derrière nous. Elle aura été marquée par des événements sur tous les plans. Certains sont plus importants que d'autres et ont eu un impact sur la vie des citoyens et sur la région en général. Ils ont même fait l'actualité de la région. L'événement qui a marqué le plus les Béjaïouis est la marche pour le déblocage de l'investissement, la libération des projets de Cevital et la création d'emplois qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Pourquoi cette marche est-elle très importante ? C'est parce que depuis le début des années 2000 et la fin de Aârch, aucune marche n'a drainé autant de monde. Ni les partis politiques, ni les mouvements citoyens, ni les syndicats n'ont réussi un tel pari de mobiliser autant de personnes. L'événement aussi important qui a rassemblé beaucoup de monde et qui a fait l'actualité pendant plusieurs jours, c'est le décès de l'illustre chan-

teur kabyle universel, Djamel Allam. Sur le plan politique, hormis quelques actions des partis politiques ayant pignon sur rue dans la wilaya de Béjaïa, rien d'important à signaler. C'est une année presque creuse pour ces derniers. Sinon la scène politique a été animée par quelques députés dont Khaled Tazaghart et Brahim Bennadji, entre autres. Ces derniers ne rataient pas l'occasion pour interpeller directement les autorités, que ce soit à l'APN ou dans la région, sur des questions qui concernent les citoyens et leur condition de vie. Il y a aussi la nomination de Ahmed Maâbed. Ce dernier tente de s'imprégner à travers ses multiples sorties sur le quotidien réel des populations et apporter des réponses rapides afin de contenir la colère citoyenne qui va crescendo. Dans ce sens d'ailleurs, on peut noter plusieurs centaines de mouvements et d'actions citoyennes de protestation enregistrés durant toute l'année.

Comme, d'ailleurs, l'année d'avant. Attribution de logements toutes formules confondues, raccordement au réseau de gaz de ville, l'alimentation en eau potable, l'éclairage public, l'électrification, le revêtement des routes et chemins, aménagement urbain, sont autant de réactions véhiculées par les actions de colère citoyennes. Les pages de l'année 2018 ont été écrites aussi par la grève du Cnapeste qui a duré près de deux mois au début de l'année et la mise en service les 21 et 23 juin de la nouvelle gare maritime et échangeur des Quatre chemins de Béjaïa. On peut également noter que la Protection civile a enregistré 1 752 accidents de la route, 2 067 blessés et 43 décès. Dans la lutte contre le crime, la sûreté de wilaya a enregistré 3 524 affaires criminelles et délits, dont 89 affaires de trafic de stupéfiants durant l'année écoulée, impliquant un total de 1 757 individus.

Hocine Cherfa

Du 8 au 10 janvier à Tlemcen

Salon régional de l'industrie et de l'exportation

■ Le 1^{er} Salon régional de l'industrie et de l'exportation se tiendra au Centre des arts et expositions (Carex) de Tlemcen du 8 au 10 janvier en cours, a-t-on appris des organisateurs.

Par Salem K.

Cette manifestation verra la participation de plus de 50 opérateurs économiques, exportateurs, producteurs de produits exportables des wilayas de Tlemcen, Oran, Ain Témouchent, Sidi Bel Abbès et Mostaganem, a indiqué le directeur de la Chambre de commerce et industrie «Tafna» de Tlemcen, Rebai Mohamed.

Le salon, organisé en collaboration avec le Carex, la direction locale du Commerce, la direction régionale du Commerce d'Oran, portera sur l'exposition des produits agroali-

mentaires, du matériel agricole, l'emballage, l'industrie de transformation du papier, les textiles, le cuir, les industries électrochimiques, les produits chimiques et pharmaceutiques et autres, a-t-on précisé.

Plusieurs administrations et entreprises publiques ayant une relation avec l'exportation, dont les douanes, les banques, les compagnies d'assurance, les entreprises de transport, les entreprises portuaires, l'Agence nationale de promotion des exportations (Agex), seront présentes à ce salon pour faire découvrir aux opérateurs économiques leurs missions ainsi que les facilitations prévues par la



règlementation liées à l'exportation.

Cette manifestation économique sera également marquée par des ateliers sur l'innovation,

l'entrepreneuriat, les facilitations accordées à l'exportation, les transactions financières, les moyens de paiement internationaux lors de l'exportation. Ces

ateliers seront encadrés par des universitaires de Tlemcen, des spécialistes de l'Agex et autres organismes.

S. K./APS

Relizane

Entrée en production du complexe intégré des métiers du textile «Tayal»

Le complexe intégré des métiers du textile «Tayal», implanté dans la zone industrielle de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane, est entré en production en mars 2018, ouvrant de larges perspectives pour le développement de la région.

Ce projet est le fruit d'un partenariat algéro-turc dans le domaine des textiles selon la règle 49/51. C'est une joint-venture entre la société turque Intertay (filiale du groupe Taypa) et des sociétés algériennes publiques «S & H» et «Texalg», ainsi que la Société nationale de tabac et des allumettes (Snta). Le partenariat a donné lieu à la naissance de la société mixte «Tayal».

Ce complexe, dont les travaux de réalisation ont démarré en février 2016 sur une surface de 250 has et pour un investissement de 171 milliards DA, soit

l'équivalent de 714 millions USD, est la plus grande usine de ce type à l'échelle africaine selon la direction locale de l'industrie et des mines.

Cet acquis économique s'inscrit dans le cadre du programme du gouvernement visant à réduire les importations, diversifier l'économie nationale et contribuer à former une main-d'œuvre locale spécialisée, comme l'avait souligné le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi, lors de sa dernière visite en 2018 à ce complexe.

La mise en place de ce projet se subdivise en deux étapes. La première porte sur la réalisation de 8 unités de fabrication du textile et de filature dont quatre ont été réalisées, une école de formation dans les métiers du tissage pour une capacité de 40 stagiaires achevée avec le lancement de la formation des sta-

giaires.

Il s'agissait également de construire un pôle immobilier de résidence des personnels (567 logements). Le projet est en cours de réalisation.

Premières exportations

La seconde étape portera sur l'installation de dix usines spécialisées dans la production des matières premières de tissus (fibres synthétiques), ainsi que des tissus techniques et autres linges de maison.

Ce projet emploiera au total 25 000 personnes, soit 10 000 durant la première étape et 15 000 autres lors de la seconde étape, ont indiqué les responsables du complexe.

D'autre part, afin d'assurer les opérations d'exportation de ses produits, le complexe «Tayal»

est entré progressivement en phase de production dès mars 2018. La capacité productive de cette usine a atteint les 30 millions de mètres de fils pour le textile, 12 000 tonnes de filature et 30 millions d'unités pour la confection de pantalons et chemises.

Le complexe industriel a exporté le premier chargement de fils en juin dernier vers la Turquie, l'Italie, la Belgique, le Portugal et la Pologne.

Ce chargement comprend 11 containers pour un volume global de 200 tonnes de matières premières (fils).

L'opération a été suivie par un autre chargement de 4 containers de fils de coton et des chemises vers la Belgique et la Pologne, selon le directeur adjoint du complexe, Fikret Kobanglu, qui a signalé que jusqu'à la fin décembre 2018, il a

été procédé à l'exportation d'un total de 40 containers représentant une valeur de 3,5 millions USD.

Ces quantités de filature et de textiles produites par le complexe permettront d'augmenter des capacités du secteur de textile en Algérie, notamment en ce qui concerne les tissus, la confection de vêtements et autres pour la couverture des besoins du marché national et atteindre des marchés internationaux selon les responsables du complexe.

Safy T.

Corée du Sud Des exportations records de plus de 600 milliards de dollars

LES EXPORTATIONS sud-coréennes ont dépassé en 2018 le seuil des 600 milliards de dollars, pour la première fois dans l'histoire du pays, a annoncé le gouvernement dans un rapport publié hier. En 2018, la Corée du Sud a exporté pour 605,5 milliards de dollars, un record pour ce pays dont la croissance économique est tirée à presque 50% par les exportations, a indiqué le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie.

Il s'agit d'une augmentation de 5,5% par rapport à l'année précédente, soit la hausse la plus remarquable depuis que le pays a commencé à exporter des produits en 1948.

Les exportations sud-coréennes avaient franchi le seuil des 500 milliards de dollars pour la première fois en 2011.

R. E.

Au 4^e trimestre

Cnac Constantine : création de plus de 120 petites entreprises

Au total, 121 petites entreprises ont été créées durant le quatrième trimestre de l'année 2018 dans le cadre du dispositif de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) de Constantine, contre dix petites entreprises créées durant la même période de 2017, a-t-on appris du directeur de ce dispositif. «23 entreprises financées ont été créées par des femmes», a indiqué Djameleddine Khemissi, précisant que l'ensemble de ces établissements ont été fondés par des porteurs de projets, âgés entre 30 et 50 ans.

Le financement de ces projets par la Cnac de Constantine a contribué à la création de 302

postes d'emploi permanents, a précisé le responsable.

Il a également souligné que ce dispositif a octroyé des crédits sans intérêt, estimés entre 28 et 29% de la valeur globale du financement des projets, représentant un montant d'environ 17 millions de dinars, ajoutant que les chefs de projet contribuent avec un apport entre 1% et 2% du financement de leur projet alors que le reste est assuré par les banques.

Ces nouvelles petites entreprises sont versées dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture, l'élevage et l'apiculture (35 nouveaux projets), la santé, les services, l'artisanat et l'urbanisme, a fait savoir M.

Khemissi, notant que la Cnac de Constantine accorde «une grande importance» au secteur économique.

Dans le même contexte, le responsable a indiqué que la Cnac de Constantine avait adopté pour la première fois le système de l'autofinancement des projets, à l'instar du financement d'un projet d'un laboratoire d'analyses médicales.

Par ailleurs, 65 stagiaires sur un total de 240 inscrits à la formation préparatoire, assurée par ce dispositif, ont bénéficié durant la même période d'une formation dans trois nouvelles spécialités, à savoir la menuiserie, la couture et la construction, ajoutant que 100 porteurs de

projet ont suivi une formation sur la gestion de l'entreprise, a-t-il informé. En plus des journées de sensibilisation organisées par les services de ce dispositif dans les établissements pénitentiaires, 21 étudiants et promus des centres de formation professionnelle ont bénéficié d'une formation sur l'entrepreneuriat.

L'adoption et l'intensification des divers types de formation destinés aux porteurs de projets ainsi que leur accompagnement dans les différentes étapes constituent les facteurs principaux ayant contribué à l'augmentation de manière significative du nombre de petites entreprises financées par ce dispositif.

Hania T.

Tébessa

18,6 milliards DA pour indemniser les expropriations pour utilité publique



■ Une enveloppe financière de l'ordre de 18,6 milliards DA a été mobilisée par les autorités locales de la wilaya de Tébessa pour les indemnités dans le cadre d'expropriation pour utilité publique, a indiqué lundi le secrétaire de la trésorerie de wilaya.

Par Hamid C.

Le même responsable a précisé, lors de la présentation du bilan du trésor public de la wilaya de Tébessa de l'exercice 2018, que ce montant a été alloué pour la libération du foncier et la réalisation de 9 grandes opéra-

tions dans 4 communes.

Il s'agit de la réalisation de divers programmes de logements, toute formule confondue, des évitements devant alléger la circulation routière dans plusieurs régions, la construction d'un nouveau pôle universitaire dans la commune de Boulhef Dyr sur une superficie de 250 hectares a relevé le même responsable. A ce jour, un taux de 93% est enregistré dans les indemnités liées aux expropriations pour utilité publique avec 17,4 milliards DA déboursés du montant alloué, a fait savoir M. Benbagra, soulignant que cette opération sera «clôturée dans les plus brefs délais».

Pour le chef de l'exécutif local, Moulati Attallah, l'année financière 2018 à Tébessa était «réussie et positive» reflétée par la consommation des différentes enveloppes financières allouées aux projets de développement insistant sur l'importance de fournir «plus d'efforts et de coordination» entre les différents organismes et directions chargés du suivi des projets inscrits dans cette wilaya frontalière.

H. C./APS

Saïda

Nouveau quota de plus de 1 750 logements

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a annoncé lundi à Saïda un nouveau quota de 1 753 logements, tous programmes confondus, au profit de la wilaya et une enveloppe de 1,8 milliard DA pour l'aménagement externe des agglomérations. Lors d'une séance de travail, tenue avec les cadres du secteur dans le cadre de sa visite d'inspection aux chantiers de projets d'habitat, le ministre a précisé que ce nouveau quota est composé de 1 000 habitations rurales, 450 de type LPA et 303 de type AADL. «La nature de la wilaya de Saïda, connue pour ses régions rurales, nécessite d'opter pour l'habitat rural groupé devant répondre aux demandes de logements exprimées par les populations de ces zones», a précisé le ministre. Dans ce cadre, le ministre a souligné la nécessité de confier

les travaux de construction de ces habitations rurales groupées à des petites entreprises qui ne nécessitent pas de grands moyens matériels. Pour M. Temmar, cette formule d'habitat devra opérer un changement rapide dans la wilaya et réduire les délais de réalisation des travaux de ces habitations et, de ce fait, réduire le nombre des demandes de logements. Par ailleurs, le ministre a indiqué que son département s'attelle à lancer, en 2019, une formule de logement destinée seulement à la location. «Le but est de créer un marché immobilier locatif, ce qui permettra de couvrir un grand nombre de demandes de logements par le biais de la location et à des prix raisonnables», a-t-il ajouté. Inspectant le projet de réalisation de 416 logements AADL à Hai Essalem, dans la ville de Saïda, le ministre a invité l'entreprise réalisatrice de

prévoir des stades de proximité de football. Au niveau du site des futurs 2 000 logements publics localisés à Hai Boukhars, au chef-lieu de wilaya, M. Temmar a insisté sur l'aménagement de ces nouvelles agglomérations et de réaliser des infrastructures de service public au profit des habitants. Le ministre a présidé, au siège de la wilaya, une cérémonie de remise des pré-affectations aux bénéficiaires de 1 324 logements LPL réalisés dans la commune de Youb et la remise des clés de 416 logements AADL dans la ville de Saïda. Abdelwahid Temmar a également octroyé 300 aides à l'habitat rural dans les communes de la wilaya de Saïda.

Uparavant, le ministre avait procédé, dans la commune de Youb, à la pose de la première pierre d'un projet de 130 logements promotionnels aidés.

Y. N.

M'sila

Augmentation du volume des eaux épurées

Le volume des eaux usées épurées dans la wilaya de M'sila est passé de 60 000 m³/jour à 80 000 m³ en 2018, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Cette augmentation dans le traitement des eaux usées est expliquée selon la

même source, par l'entrée en service, au cours du deuxième semestre de l'année 2018, de la nouvelle station de traitement des eaux usées (STEP) de la commune de Sidi Aïssa assurant une moyenne de 20 000 m³ d'eau épurées quotidiennement.

La wilaya de M'sila dispose actuellement de trois stations d'épuration au chef lieu de wilaya, à Boussaâda, et à Sidi Aïssa d'une capacité globale de traitement de 80 000 m³/jour, a fait savoir la même source, rappelant qu'en 2014 cette wilaya ne comp-

taît qu'une seule station d'épuration. D'autres projets en rapport avec le domaine d'épuration des eaux sont en cours de réalisation à M'sila, a indiqué la même source, précisant qu'il s'agit de systèmes d'épuration dans les villes de Amsif et Chellal avec un taux

d'avancement atteignant les 99% et de bassins de décantation à travers 24 agglomérations de la wilaya devant être réceptionnés «prochainement».

La mise en service de ces deux projets portera le volume d'épuration des eaux usées à 25% contre 20% actuellement, selon les services de la wilaya qui ont fait part de la mobilisation d'un budget de 5,4 milliards DA pour la prise en charge de ce volet. Ces projets contribueront à l'élargissement des surfaces agricoles irriguées à plus de 800 hectares à l'horizon 2019, selon les mêmes services.

Samah G.

Khenchela

De nouveaux financements pour les projets en attente

Des financements palliatifs ont été dégagés par la direction de la programmation et de suivi du budget de la wilaya de Khenchela au cours de l'année 2018 pour de nombreux projets programmés mais restés gelés jusqu'ici, à l'exemple de l'électrification rurale et le raccordement des zones enclavées au gaz naturel, grâce à une convention signée avec le groupe Sonelgaz, a indiqué lundi le wali, Kamel Nouicer. Présidant la cérémonie de clôture de l'exercice financier 2018, le wali a affirmé que «les projets de développement gelés resteront inscrits et seront réactivés ultérieurement», soulignant que ses services sont à la recherche «de solutions et de financements palliatifs pour réaliser les projets qui sont au centre des préoccupations des citoyens». Revenant sur la situation financière de 2018, le directeur de la programmation et de suivi du budget, Noureddine Djeghroune, a, pour sa part,

indiqué que la wilaya de Khenchela a bénéficié, jeudi dernier de la part du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de crédits de paiement

supplémentaires d'une valeur de 400 millions de dinars destinés, a-t-il dit, «à assainir toutes les créances du secteur de l'enseignement supérieur». Ce responsable a également fait savoir que

pas moins de 29 projets relevant, entre autres, des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'habitat et de la culture «seront réceptionnés courant 2019».

Younès D.

Souk Ahras

Les eaux souterraines, source supplémentaire pour approvisionner les mechtas en eau potable

Les eaux souterraines de Souk Ahras constituent une source supplémentaire contribuant «de manière efficace» à l'alimentation en eau potable (AEP) de plusieurs mechtas des 26 communes de la wilaya, a-t-on indiqué lundi à la direction des ressources en eaux (DRE). La même source a précisé que plus de 70 puits, implantés entre les communes d'Ouïllan et de Bir Bouhouche, en passant par celle Taoura assurent l'alimentation en eau potable de plus de 15 communes de la wilaya, détaillant que ces ouvrages hydrauliques sont destinés à alimenter les communes situées loin des barrages d'Oum El Adhaim, d'Aïn Sultane et de Bir Bouhouche, mais aussi des localités de la bande frontalière dont Merahna, Heddada, Sidi Fredj et Khedara. Sept autres forages

ont été créés récemment pour alimenter les communes d'Aïn Zana, d'Aïn Sultane, de M'daourouch, ajouté à cela la réalisation d'un réseau de 135 000 mètres linéaires desservant dix communes, a-t-on souligné. La même source a précisé, à ce propos, que plusieurs mechtas sont actuellement alimentées partiellement depuis ces eaux, en attendant le parachèvement du projet de réalisation du barrage d'Oued Djedra. Les capacités d'alimentation en eau potable dans la wilaya ont été soutenues par la réalisation de neuf nouveaux réservoirs d'un volume global de 3 300 m³ répartis entre l'ouvrage de M'daourouch (1 000 m³), d'Oum El Adhaim (500 m³), de Taoura (500 m³), d'Aïn Zana (300 m³), de la mechta de Zaourouia (500 m³) et de celle de Terraguel (500 m³), a-t-on fait remar-

quer. Dans le cadre du programme de développement économique, il est attendu la réalisation de deux autres barrages, inscrits au profit de cette région, ont indiqué, de leur côté, les services de la wilaya. Il s'agit, a-t-on détaillé, du barrage d'Oued Djedra d'une capacité théorique de 35 millions m³ dont le taux d'avancement des travaux affiche 55% et d'Oued Mellague (150 millions m³), destiné à alimenter le complexe de transformation de phosphate d'Oued Keberit et des habitants des communes d'El Ouenza et d'El Aouinat, à Tébessa, et dont le taux d'avancement du projet a atteint 98%. L'entrée de ces nouvelles infrastructures en exploitation permettra d'assurer «une alimentation en eau potable H24 à l'horizon 2019», a-t-on souligné de même source.

Libye

Bashagha autorise les services de sécurité à coopérer avec leurs homologues de l'est du pays

■ Selon un communiqué du ministère, «Fathi Bashagha, ministre libyen de l'Intérieur, a accordé la permission à tous les départements et services de sécurité du ministère de contacter officiellement leurs homologues orientaux».

Par Faten D.

Le ministre de l'Intérieur, du gouvernement d'union nationale libyen, Fathi Bashagha, annoncé lundi que les départements du ministère et les services de sécurité étaient autorisés à coopérer avec leurs homologues de l'est du pays.

Deux autorités se disputent actuellement le pouvoir. Il s'agit du Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, dirigé par Fayez Sarraj, qui siège à Tripoli, et le Parlement de

Tobrouk, dans l'est du pays, dirigé par Aguila Salah Issa et soutenu par l'Armée commandée par Khalifa Haftar, mais dont le mandat a expiré.

Selon un communiqué du ministère, cité par les médias, «Fathi Bashagha, ministre libyen de l'Intérieur, a accordé la permission à tous les départements et services de sécurité du ministère de contacter officiellement leurs homologues orientaux».

Samedi, des officiers de police et des forces de sécurité venus de différentes régions du pays se sont rencontrés dans la



ville orientale de Benghazi, dans le but d'unifier leurs efforts en matière de sécurité. Les services de sécurité libyens peinent à

améliorer la situation sécuritaire dans le pays, qui souffre d'une recrudescence constante des violences et des divisions poli-

tiques depuis la chute du régime de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011.

F. D./APS

Tunisie

Béji Caïd Essebsi présente ses vœux pour la nouvelle année

Le président de la République Béji Caïd Essebsi a estimé que l'année 2019 doit être accueillie avec beaucoup d'enthousiasme et de responsabilité car elle sera une année «décisive», «une année électorale par excellence» dans la mesure où elle sera marquée par l'élection d'un président de la République et de représentants du peuple «dans des élections libres, loyales et transparentes».

«Il faut réunir les conditions propices pour l'organisation des élections dans les meilleurs conditions», a dit le chef de l'Etat en présentant, lundi soir, ses vœux au peuple tunisien, pour la nouvelle année.

«Tout le monde doit être convaincu que le processus démocratique est irréversible», a insisté le chef de l'Etat, appelant à «accélérer l'élection des membres de la Cour constitutionnelle qui a pris beaucoup de retard» ainsi que l'élection du président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) et le renouvellement de ses membres.

Béji Caïd Essebsi a souligné l'importance de la participation massive des Tunisiens à la prochaine élection présidentielle et aux législatives. «La réticence n'a pas lieu d'être. Chaque Tunisien est appelé à voter et à choisir celui qui doit le représenter et assumer en cela sa responsabilité», a-t-il dit.

«Le champ est libre pour tous pour se présenter à ces élections et les résultats du scrutin seront acceptés», a ajouté Caïd Essebsi, appelant à la nécessité de resserrer les rangs pour faire réussir cette importante échéance électorale.

Sur un autre plan, le chef de l'Etat a évoqué les événements attendus en Tunisie en 2019 dont

le prochain sommet arabe qui «constitue un honneur pour la Tunisie et pour tous les Tunisiens». Il a formé le vœu de voir ce sommet constituer une occasion pour rapprocher les vœux et consolider l'action arabe commune.

Appel de la société civile à accélérer la résolution des problèmes de l'ISIE et à élaborer un calendrier électoral

Des représentants de la société civile de la ville tunisienne de Béja ont appelé dimanche à accélérer la résolution des problèmes de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) et à aplanir les difficultés politiques et procédu-

rales susceptibles d'entraver les échéances électorales.

Ces associations, dont l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche de Béja et l'Organisation «Mourakiboune» (Observateurs) ont, également, appelé lors d'un débat sur les moyens de renforcer la participation citoyenne aux élections, à «accélérer l'élaboration d'un calendrier clair des prochaines élections et à faciliter l'enregistrement des électeurs», a rapporté l'agence de presse TAP.

«Les problèmes politiques de l'ISIE ont un impact sur le processus électoral et freinent l'élan des agents et des participants aux élections», a souligné Wafa Tarhouni présidente de l'Association «Jeunesse de Tunisie», qui a organisé ce débat, en collaboration avec l'Institut républicain internatio-

nal. Le débat a pour objectif de favoriser la participation des femmes rurales et des jeunes du nord-ouest du pays et dans le gouvernorat de Zaghuan aux élections, selon la même source.

Quelques 15 organisations réunies à Béja ont présenté des recommandations pour développer le travail des instances régionales de l'ISIE, a indiqué le trésorier de «Jeunesse de Tunisie», Ahmed Ben Ameur. Elles ont tiré la sonnette d'alarme après la baisse du taux de participation nationale aux élections municipales à 35, 6% en 2018 contre 53% lors des élections électorales de 2011.

A Béja, le taux de participation aux élections municipales de 2018, a atteint 39, 4% des électeurs enregistrés. Le taux de participation le plus élevé 44,5%, a été enregistré à la municipalité

de Sloukia alors que le plus bas taux soit 25,5% à été enregistré à Gboulat.

Libération des membres du Front populaire arrêtés à Kairouan

Des militants du Front populaire ont été arrêtés dans la nuit de dimanche à lundi après avoir fait des graffitis sur les murs appelant aux départs de certains dirigeants et à la chute du régime actuel.

Ces militants ont été libérés selon Olfa Baazaoui, une militante du Front populaire, qui précise qu'après audition auprès du procureur de la République au tribunal de première instance de Kairouan, ces militants arrêtés ont été remis en liberté.

Mondji T.

Mauritanie

Destruction de produits prohibés pour plus de 300 000 dollars

Des produits prohibés d'une valeur de 12 millions d'ouguiya MRU (330 000 dollars) ont été incinérés près de Rosso, a-t-on appris, vendredi, de source judiciaire dans cette ville, située à 200 km au sud de Nouakchott. L'incinération porte sur plus de 2 700 cannettes d'alcool et plus de 1.200 kilogrammes de médicaments falsifiés ou périmés, en plus de grosses quantités de cigarettes, a précisé la même source. Ces produits sont le résultat de plusieurs saisies effectuées par la douane mauritanienne aux points de passage situés sur la frontière avec le Sénégal. Leur incinération a eu lieu sous la supervision du procureur de la République au niveau de Rosso en présence des autorités administratives et sécuritaires de la région.

La consommation et la commercialisation des alcools sont strictement interdites en Mauritanie, pays dont la population est à 100% musulmane. Les trafiquants font recours à diverses astuces pour contourner

la vigilance des services douaniers et sécuritaires pour introduire de tels produits destinés en grande partie aux étrangers.

De leur côté, certains importateurs de médicaments peu scrupuleux de la santé des gens introduisent des produits pharmaceutiques falsifiés là où des revendeurs locaux continuent de proposer des médicaments périmés.

Démantèlement d'une bande de voleurs de voitures

Le Chef du commissariat de police de Riyad II et ses proches collaborateurs ont réussi à arrêter une bande de présumés voleurs de voitures dans la journée du 26 décembre courant, rapportent des sources.

Le groupe des interpellés opéraient sous les ordres de deux jeunes qui ont déjà séjourné dans la prison de Dar-Naim (Nouakchott-Nord).

C'est au cours de longues investigations,

que les policiers ont retrouvé des voitures encore en bon état et le reste d'autres déjà transformées en pièces détachées pour être vendues, rapporte «hawaladhit».

Les opérations de transformation en pièces détachées et de vente ont été rendues possible grâce à l'aide d'un mécanicien sollicité par les présumés voleurs de véhicules, précise une source de presse.

A la fin de l'enquête les inculpés ont été traduits en justice et le mécanicien placé sous surveillance.

Nouadhoubou : Arrestation de 5 trafiquants de drogue

Des sources sécuritaires ont révélé à «Al-Akhabar» l'arrestation de cinq personnes soupçonnées de trafic de drogue, dimanche soir à Nouadhoubou (Nord-ouest).

Le groupe a été arrêté, par la Garde nationale, en possession de 42 kg de drogue.

R. M.



Corée du Nord

Kim Jong-Un menace de changer d'attitude si les sanctions américaines demeurent

■ La Corée du Nord aspire à de bonnes relations avec les États-Unis, mais elle pourrait envisager de changer d'attitude si Washington maintient ses sanctions liées au nucléaire, a averti hier le dirigeant nord-coréen, Kim Jong Un, lors de son adresse du Nouvel An.

Par Rosa C.

Cette mise en garde intervient après l'amorce, il y a tout juste un an, d'une remarquable détente sur la péninsule coréenne qui a été notamment marquée par un sommet historique, en juin à Singapour, entre M. Kim et le président américain Donald Trump. Ce sommet avait été ponctué d'une déclaration vague en faveur de la dénucléarisation de la péninsule. Mais peu de progrès ont été enregistrés depuis et les deux capitales ne sont pas d'accord sur la signification précise du texte. «Si les États-Unis ne tiennent pas la promesse qu'ils ont faite au monde et persistent dans les sanctions et les pressions contre la RPDC (République populaire et démocratique de Corée), nous pourrions être contraints d'explorer une nouvelle voie pour défendre

la souveraineté de notre pays et les intérêts suprêmes de notre État», a averti M. Kim dans son discours retransmis par la télévision d'État nord-coréenne, selon sa traduction anglaise officielle. Il s'est dit prêt à rencontrer «à tout moment» le président des États-Unis afin de «produire des résultats qui seront salués par la communauté internationale». La Corée du Nord est sous le coup de nombreuses sanctions internationales en raison de ses programmes militaires. Pyongyang a effectué six essais nucléaires et développé et testé des missiles balistiques qui selon des experts seraient capables d'atteindre le territoire continental des États-Unis. Washington exige une dénucléarisation «totalement vérifiée» du Nord avant toute levée des sanctions, tandis que Pyongyang a condamné les «méthodes de gangster» des Américains accusés d'exiger son

désarmement unilatéral sans faire de concession. Dans son discours du Nouvel An, M. Kim a «exprimé sa frustration quant au manque de progrès dans les négociations à ce stade», a estimé l'ancien vice-ministre sud-coréen de l'Unification Kim Hyung-seok. Le leader nord-coréen «attendait évidemment que les États-Unis prennent des mesures – même rudimentaires – après que le Nord eût démantelé un site d'essai nucléaire et pris d'autres mesures. Mais aucune ne s'est matérialisée». «Il est face à cette tâche urgente qui est d'améliorer son «économie socialiste», ce qui est impossible à réaliser sans une levée des sanctions». Dans un contraste saisissant avec son discours du 1er janvier 2018, quand il avait préconisé de «produire en masse des têtes nucléaires et des missiles» et d'accélérer leur déploiement, M. Kim a cette fois indiqué que le Nord avait «déclaré qu'il ne produirait plus, ni ne testerait, n'utiliserait ou ne propagerait plus notre arsenal nucléaire», et a demandé aux États-Unis des «mesures correspondantes». L'engagement relatif à la production constitue «une évolution importante en termes d'intentions, s'il se confirme», a estimé sur Twitter Ankit Panda, de la Fédération des scientifiques américains. «Tout cela pourrait déboucher sur un plafond temporaire dans la production d'ogives tant que durent les discussions avec les États-Unis. Mais qui serait retiré si l'allège-



P.H. - A. B.

ment des sanctions ne vient pas», a-t-il écrit. Le passage sur la possible fin de la production d'ogives ne figurait cependant pas dans la première version anglaise du discours diffusée par l'agence officielle KCNA. Le leader nord-coréen s'exprimait assis dans un fauteuil en cuir sombre, dans un grand bureau orné sur un mur d'une bibliothèque et sur l'autre de portraits de ses prédécesseurs, son père Kim Jong Il et son grand-père Kim Il Sung. Derrière lui, une horloge indiquait au début de son discours qu'il était minuit passé de quelques minutes. Mais son cadran était flouté à certains moments du discours et l'horloge indiquait qu'il était près d'une heure à la fin de cette allocution qui n'aura pourtant duré qu'une demi-heure, ce qui laisse penser qu'elle a été enregistrée en plusieurs prises. Sa précédente adresse du Nouvel An avait été prononcée le 1er janvier 2018 alors que la péninsule paraissait au bord de l'apocalypse nucléaire après deux années d'essais

atomiques et balistiques par Pyongyang. Ce discours avait été le catalyseur de la détente.

Il y a un an, le dirigeant nord-coréen avait certes averti Washington qu'il avait le «bouton nucléaire» à sa portée, mais il avait aussi tendu la main à Séoul, évoquant une possibilité de dialogue et de participation aux JO en Corée du Sud.

Partisan revendiqué de la négociation avec le Nord, le président sud-coréen Moon Jae-in, élu quelques mois plus tôt, avait saisi la balle au bond et 2018 a accouché d'un exceptionnel rapprochement intercoréen, marqué notamment par trois rencontres entre ce dernier et M. Kim.

La Corée du Sud a salué hier un discours qu'elle a interprété comme une répétition, par M. Kim, de son engagement «en faveur de la dénucléarisation complète et de la paix permanente sur la péninsule coréenne, ainsi que de l'amélioration des relations Nord-Sud», selon un communiqué du ministère de l'Unification. R. C.



Points chauds

Corruption

Par Fouzia Mahmoudi

L'Union européenne a une ligne de conduite bien claire regardant de nombreux sujets, et la plupart des pays adhérents partagent plus ou moins ces lignes officielles. Toutefois, il arrive que regardant certains sujets délicats, des différences d'opinions surgissent rendant les relations entre ces nations «rebelle» et Bruxelles tendues. Cela a souvent été le cas ces dernières années avec la Hongrie de Viktor Orban, ou encore depuis peu avec le nouveau gouvernement italien. Mais d'autres pays ont eux aussi des relations difficiles avec l'UE ces derniers temps alors même qu'ils doivent se soumettre aux règles européennes. C'est le cas de la Roumanie qui a pris le 1er janvier la tête d'une Union européenne secouée par le Brexit et la montée des eurosceptiques, faisant craindre une présidence agitée alors que la majorité de gauche au pouvoir dans ce pays a multiplié les diatribes contre Bruxelles. Finalisation du Brexit d'ici à mars, élections européennes en mai avec des forces souverainistes en embuscade, difficultés à boucler le budget communautaire, la présidence de Bucarest sera confrontée à beaucoup de défis. En effet, la Roumanie, qui va chapeauter l'UE pour la première fois depuis son adhésion en 2007, succédant à l'Autriche, a longtemps été classée parmi les pays les plus eurosceptiques parmi les Vingt-Huit. Mais elle a vu ses relations avec Bruxelles se détériorer fortement ces derniers mois, sur fond de réformes controversées du système judiciaire initiées par le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir. Emboîtant le pas au dirigeant hongrois Viktor Orban, le patron du PSD Liviu Dragnea, considéré comme l'homme fort du pays, a multiplié les attaques contre la Commission, qualifiant celle-ci d'«inique» après qu'elle a demandé l'abandon de ces réformes, accusées de saper la lutte contre la corruption. Les ministres des Affaires étrangères, Teodor Melescanu et des Affaires européennes George Ciamba ont toutefois déclaré que Bucarest veillerait à ne pas «exporter les divergences politiques intérieures» et assumerait «son rôle de médiateur impartial» au sein de l'UE. «Nous contribuerons au maintien de l'unité, de la cohésion et de la solidarité au sein de l'UE», a elle aussi assuré la Première ministre, Viorica Dancila. Mais les soubresauts de la politique roumaine et la volonté de la majorité de mener coûte que coûte sa réforme judiciaire risquent de peser sur la présidence de l'UE. «Le gouvernement PSD a commencé à faire pression sur les autorités judiciaires et anticorruption roumaines d'une manière qui rappelle ses homologues en Pologne et Hongrie», deux autres pays très critiques envers le fonctionnement de l'UE, note le chercheur Luka Oreskovic, dans une note du think tank European Council on Foreign Relations (ECFR). Pour leurs détracteurs, ces mesures n'ont d'autre but que d'alléger le casier judiciaire de nombreux élus et proches du PSD, à commencer par Dragnea, déjà condamné à la prison avec sursis pour fraude électorale et visé par deux autres procédures. Reste à savoir si la Roumanie arrivera à faire de sa présidence un événement constructif pour le pays ou si cela ne fera qu'exacerber le sentiment anti-EU qui agite de plus en plus dans le pays et qui pourrait faire de cet Etat de l'Europe de l'Est un nouvel opposant acharné de Bruxelles, tout comme le sont la Hongrie et la Pologne aujourd'hui. F. M.

Brésil

Investiture du président Bolsonaro, une rupture pour le pays

Après les feux d'artifice spectaculaires ayant embrasé Rio de Janeiro pour l'entrée dans 2019, le Brésil s'apprêtait hier à basculer dans une ère de rupture, avec l'investiture à Brasilia de son nouveau président, Jair Bolsonaro. Le premier chef d'État d'extrême droite à être jamais arrivé au pouvoir au Brésil par les urnes a suscité énormément d'attentes avec ses promesses de rompre avec l'ordre établi, mais aussi de nombreuses inquiétudes. Ancien parachutiste et député iconoclaste et provocateur, Jair Bolsonaro, 63 ans, s'est fait élire avec 55% des suffrages le 28 octobre, en promettant une lutte musclée contre la corruption et la criminalité qui gangrèneraient la première puissance d'Amérique latine et désespèrent sa population. Il a aussi accumulé les dérapages racistes, machistes ou homophobes et les éloges de la période noire de la dictature militaire (1964-1985) qui lui ont aliéné des millions de compatriotes. Son investiture est prévue lors d'une cérémonie très protocolaire et sous haute sécurité dans l'après-

midi à Brasilia, où la pluie pourrait jouer les trouble-fêtes. Les parapluies étant interdits pour des raisons de sécurité, les capes de pluie se vendaient comme des petits pains en début de matinée. Très tôt, ses sympathisants ont commencé à se retrouver dans le centre de la capitale, telle Vandelice Moraes, une enseignante noire de 67 ans, venue avec un groupe de 35 bolsonaristes fervents de l'État de Bahia (Nord-est). «Je suis venue pour le Mythe», dit-elle à l'AFP utilisant le surnom donné à Jair Bolsonaro par ses adhérents. «Le Mythe c'est quelqu'un que nous n'avons jamais vu dans l'Histoire du Brésil. Comme lui, je place la patrie, la famille et Dieu avant tout». L'acte qui fera de Jair Bolsonaro le 38e président du Brésil sera paraphé dans l'hémicycle de la Chambre des députés où il signera le registre officiel, un petit livre vert, comme tous les chefs de l'État brésilien avant lui. Ensuite, le président s'engagera sous serment notamment à «défendre et appliquer la Constitution» tout en œuvrant pour «l'Union, l'intégrité et l'indé-

pendance du Brésil». Le moment le plus attendu sera la montée de la rampe du Palais du Planalto où il recevra des mains de son prédécesseur Michel Temer l'écharpe présidentielle, une pièce de soie jaune et verte, sertie d'or et de diamants. La tradition veut que le futur chef de l'État fasse le déplacement entre les deux places fortes du pouvoir brésilien à bord d'une Rolls-Royce décapotable, mais il pourrait opter pour une voiture blindée pour éviter tout risque d'attentat, ou si la pluie persiste. Un impressionnant dispositif de sécurité a été mis en place, avec de nombreux check-points, un système antimissile, 20 avions de chasse mobilisés et la fermeture de l'espace aérien. Jair Bolsonaro ayant frôlé la mort lors d'un attentat à l'arme blanche en plein bain de foule le 6 septembre 2018, les autorités n'ont rien laissé au hasard. Entre 250 000 et 500 000 personnes venues de tout le pays sont attendues sur l'Esplanade des ministères, un lieu emblématique où sont concentrés tous les pouvoirs de Brasilia.



Clôture du Festival du théâtre professionnel

La pièce «Baccalauréat» remporte le premier prix

■ La pièce du théâtre «Baccalauréat» du théâtre régional de Mostaganem a remporté le premier prix du Festival national du théâtre professionnel d'Alger qui a pris fin lundi soir, après dix jours de compétition. Avant la remise des prix, le public a pu assister à la présentation de la pièce «Salle d'attente» du théâtre régional de Batna.

Par Abia Selles

Le rideau est tombé lundi soir sur la treizième édition du Festival national du théâtre professionnel d'Alger, après dix jours de compétition officielle et de représentations hors compétition ainsi que des spectacles dans les rues de la capitale.

Après dix jours de compétition entre 18 pièces de théâtre produites par les différents théâtres régionaux, les prix ont été remis aux lauréats de la treizième édition. Le premier prix a été remporté par le théâtre régional de Mostaganem pour la pièce théâtrale «Baccalauréat» de Azzeddine Abar.

Cette pièce qui a attiré un nombreux public s'est ouverte sur une imposante scénographie signée Brahim Ould Tata qui présente une salle de cours atypique, constituée de caisses en

bois en guise de pupitres, de paravents abîmés et d'atmosphère poussiéreuse. Une professeure blasée et agressive donne des cours particuliers à des lycéens qui préparent le bac. Parmi ces derniers, un fils d'ouvrier, un gosse de riche et une surdouée. Derrière les murs fissurés, un ancien comédien de théâtre surgit de temps à autre pour ruminer ses souvenirs. Le rythme dramaturgique évolue, partant d'une ambiance de classe ordinaire vers des situations complexes et des dialogues débridés, ponctués par des tableaux musicaux et chorégraphiques. Mêlant l'absurde au tragique, la mise en scène rejoint la richesse narrative du texte et explore une multitude de possibilités formelles. Le public est donc facilement entraîné dans cette ode à la jeunesse où les personnages hauts en couleur incarnent une palette de profils



psychologiques et composent une fresque humaine riche en tonalités et en nuances.

Le deuxième prix (meilleur texte) a été remporté par Ilyes Mokreb pour la pièce «Juba II» du théâtre régional de Tizi Ouzou. Cette nouvelle produc-

tion aborde la vie de ce roi berbère, sa détention à Rome, son mariage avec Cléopâtre de Séléne (fille de Cléopâtre et Marc Antoine), son règne et surtout sa passion pour les lettres et les arts. Le prix du meilleur scénariste a été décerné à Ahmed

Khoudi pour la pièce «Macbeth» du Théâtre national algérien. Le prix du meilleur rôle masculin a été décerné à Mohamed Hawes du théâtre régional de Djelfa. Le prix du jury a été décerné à la pièce «Khawana Wa sarek» du même théâtre. **A. S.**

La manifestation «Les vacances au théâtre» à Oran

Une forte présence d'enfants

Près de 10 000 enfants ont assisté aux spectacles proposés par le théâtre régional d'Oran (TRO), dans le cadre de la manifestation «Les vacances au théâtre», a-t-on appris lundi à la clôture de l'événement.

«Ces journées artistiques qui se tiennent à chaque période de vacances scolaires ont été marquées par une affluence record dans la nouvelle édition qui a affiché complet à la majorité des

séances», a précisé à l'APS le directeur du TRO, Mourad Senouci. L'intérêt croissant observé depuis l'ouverture de la manifestation, le 21 décembre dernier, a incité les organisateurs à prolonger l'édition de deux journées supplémentaires.

«Cette initiative a permis d'accueillir un maximum d'enfants et parents qui étaient nombreux à faire le déplacement de différentes communes d'Oran et de

wilayas voisines», a expliqué M. Senouci. L'assistance a eu droit à plusieurs spectacles, à l'instar du numéro de marionnettes «Pinocchio», adapté et mis en scène par Kada Bensmicha, et d'autres pièces jouées par des troupes locales et de Chlef.

Cet événement est, en outre, perçu comme un excellent test pour les préparatifs de l'édition de mars prochain qui aura, quant à elle, une dimension nationale,

a indiqué M. Senouci.

Plusieurs mesures sont d'ores et déjà prises en vue de la bonne organisation du prochain rendez-vous, dont «la possibilité pour le public de réserver ses places un mois à l'avance, lui épargnant ainsi les longues files d'attente à l'entrée», a-t-il fait savoir. Et d'observer que le succès de cette édition constitue «un bel indicateur du fait que le TRO conforte sa position parmi

les adresses les plus attractives du circuit touristique de la capitale de l'Ouest du pays». La satisfaction du public, notamment l'enfance et la jeunesse, encourage également les responsables du TRO à investir davantage dans la production de nouvelles œuvres dédiées à cette catégorie. La prochaine création est, à ce titre, déjà programmée, le TRO ayant fixé son choix sur l'adaptation du texte «Qum qum, mared el-koutoub» du jeune auteur algérien Youcef Baaloudj, qui sera mis en scène par Ahmed Khoudi.

Cette œuvre a valu à son auteur le prix du meilleur texte pour enfants de l'année 2018, décerné par l'Instance arabe du théâtre (Sharjah/Emirats arabes unis), rappelle-t-on. **F. H.**

Archéologie

Quatre sites à Khenchela bientôt classifiés

La commission de gestion et d'exploitation des biens culturels de la wilaya de Khenchela vient d'avaliser le dossier de classification de quatre sites archéologiques en tant que sites nationaux, a-t-on appris dimanche de la responsable du bureau de promotion du patrimoine relevant de la Direction locale de la culture, Fatima Lechhoui.

Cette responsable a indiqué à la presse que la commission de gestion et d'exploitation des biens culturels de la wilaya de Khenchela s'est réunie, en fin de semaine dernière, et a «validé la proposition faite pour classer en tant que sites nationaux, les sites

de Henchir Tebrouri, dans la commune d'El Hamma, remontant à la période préhistorique, puis romaine, de Koudiet El Guemh, dans la commune d'Ain Touila, qui abrite des monuments funéraires de la protohistoire et de «Foris», un site de vestiges romains dans la commune d'Ouled Archach, et de la mosquée de Sidi Belkacem El Chabi, dans le village d'El Zaouia, dans la commune de Chechar». Elle a, par ailleurs, révélé que ladite commission avait, au début de ce mois, effectué une visite à la mosquée de Sidi Belkacem El Chabi, où elle a constaté l'état de délabrement avancé de la construction, suite à quoi, il a été décidé d'introduire

le dossier de classification cette mosquée parmi ceux des trois autres sites concernés par cette opération. Dès leur classification, ces sites historiques vont pouvoir bénéficier d'opération de restauration, mais aussi de dispositifs de sécurité et pourront être transformés à l'avenir en sites touristiques, a souligné la représentante de la direction de la culture.

Il est à noter que la commission de gestion et d'exploitation des biens culturels de la wilaya de Khenchela s'attelle actuellement à l'élaboration des dossiers de classification d'autres sites archéologiques au cours de l'année 2019. **L. B.**

Jusqu'au 5 janvier courant

Le Salon de l'artisanat se poursuit à Oran

Le deuxième Salon de l'artisanat de la ville d'Oran se poursuit, au bonheur du patrimoine national. Sous forme de «marché de Yennayer», l'événement se veut préservateur de l'art artisanal algérien. Pas moins de trente exposants don-

nent vie à ce Salon de l'artisanat à l'occasion de sa deuxième édition. Autant de créateurs dont le but commun est de donner une visibilité à la production artisanale du pays et d'insister sur la nécessité de sa préservation. La vente est

ouverte aux visiteurs désireux d'acquérir des objets en tout genre et de toute matière. L'événement prendra par ailleurs une tournure traditionnelle ; il se présentera sous forme de «marché de Yennayer», de quoi rendre

hommage à la tradition algérienne en étant au plus près de ses us et coutumes. Rappelons que le salon a ouvert ses portes du 29 décembre et se poursuit jusqu'au 5 janvier courant au Centre de Convention d'Oran - Le Méridien.

AGEND'ART

Opéra d'Alger (Ouled Fayet, Alger)

Jusqu'au 4 janvier 2019 : Spectacle Shadow Fairy Tales par la troupe ukrainienne Verba.

Galerie d'arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 janvier : Exposition «Un monde suspendu», de l'artiste Soraya Habes. Cercle Frantz-Fanon de Riadh El-Feth (El-Madania, Alger)

Jusqu'au 15 janvier 2019 : Exposition collective d'arts plastiques «Trait d'union».

Galerie d'arts Espaco (Résidence CMB, 196 Oued Terfa, El-Achour, Alger)

Jusqu'au 8 janvier 2019 : Exposition «7 humate» de l'artiste plasticien Karim Sergoua.



CAN 2019 Décision le 9 janvier

LE PRÉSIDENT de la Confédération africaine de football (CAF), Ahmad Ahmad, annoncera le nom du pays hôte de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 le mercredi 9 janvier à 10h30 GMT (11h30 algériennes), lors d'un point de presse à Dakar, selon le programme des activités de l'instance africaine dans la capitale sénégalaise en marge des CAF Awards 2018. Ce point de presse se tiendra à l'issue des travaux de la réunion du comité exécutif de la CAF qui aura lieu à 09h00 GMT, selon la même source. L'Egypte et l'Afrique du Sud sont les deux pays candidats en lice pour abriter la CAN-2019 en remplacement du Cameroun. L'Afrique du Sud est le seul pays africain à avoir accueilli une Coupe du monde (en 2010). Elle a déjà organisé

la CAN à deux reprises, en 1996 et 2013, année où elle avait déjà remplacé la Libye, l'organisatrice initiale qui s'était retirée en raison de sa grande instabilité politique et sécuritaire. La Fédération égyptienne de football (EFA) avait, de son côté, annoncé sa candidature via un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. La candidature avait rapidement été confirmée par le gouvernement. L'Egypte a déjà organisé quatre fois la CAN, la dernière en 2006. La phase finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019 est prévue du 15 juin au 13 juillet. L'organisation de la CAN-2019 a été retirée au Cameroun le 30 novembre pour cause de «retards dans les travaux d'infrastructures et en raison d'une situation fragile sur le plan sécuritaire».

FAF

Les clubs ayant plus de 10 millions de dettes interdits de recrutement

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a informé les clubs débiteurs que «le recours au Tribunal arbitral des sports (TAS) n'est pas suspensif», ajoutant, dans une circulaire diffusée lundi sur son site officiel, que «les clubs ayant une dette supérieure à dix millions dinars seront interdits de recrutement», jusqu'à ce qu'ils reçoivent une décision

définitive du TAS. Faute de cette décision notifiée du TAS, les clubs débiteurs «devront faire baisser leurs dettes en deçà de 10 000 000 DA, sans quoi ils ne pourront pas recruter», a ajouté l'instance fédérale dans un bref communiqué. Une copie de cette circulaire de la FAF a été transmise à la Ligue de football professionnel (LFP).

Marathon des Dunes Plus de 70 participants au rendez-vous de Gourara

PLUS DE 70 athlètes nationaux et étrangers ont pris part à la 15^e édition du Marathon des dunes, organisé dimanche dans la commune d'Ouled Saïd à Gourara (Timimoune à 220 km au nord d'Adrar). Cette manifestation sportive organisée en coordination entre la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) et la Fédération algérienne de sport pour tous (FASPT), s'assigne comme objectifs la promotion du sport et le développement des activités touristiques dans la région du

Gourara, a indiqué le coordonnateur du marathon, Rezkane Abdelmajid. Les participants à ce rendez-vous sportif, qui s'est déroulé durant une journée, ont couru une étape de 7 km traversant tout le long des dunes de sable, les palmeraies et les anciennes bâtisses au niveau de la commune de Ouled-Saïd. Les athlètes ont, à cette occasion, salué cette initiative qui était une opportunité pour découvrir la magnifique oasis rouge dans le Gourara, une destination touristique par excellence.

Championnat arabe de gymnastique L'EN décroche le titre par équipes messieurs

L'ALGÉRIE a remporté la première place par équipes messieurs du Championnat arabe de gymnastique rythmique et artistique qui vient de prendre fin à Marrakech (Maroc). Avec 235,901 points, la sélection algérienne a devancé son homologue marocaine (231,667 pts) lors des six épreuves disputées, alors que la troisième place est revenue à la sélection jordanienne (228,701 points) suivie de l'Arabie saoudite (471,86,238 pts). De son côté, la sélection marocaine féminine de gymnastique a été sacrée championne arabe lors de l'édition 2018 en totalisant neuf médailles (cinq en or, une en argent et trois en bronze) et quatre médailles en

gymnastique artistique (deux en or et deux en argent). Organisée par la Fédération royale marocaine de gymnastique sous l'égide de l'Union arabe de la discipline, cette édition a connu la participation de douze nations dont l'Algérie et le Maroc, pays hôte.

Coupe d'Algérie de billard Fezza et Bensaid haut la main

LES JEUNES billardistes Fezza Mohamed (Oran) en poussins et Bensaid Mohamed (Sidi Bel-Abbès) chez les espoirs ont remporté la Coupe d'Algérie de cette discipline de leurs catégories respectives, lors des finales

Coupe d'Algérie L'USMBA sort, l'USMA, le NAHD et le CSC poursuivent l'aventure

Le tenant du trophée a été éliminé par l'USM Alger (2-1, après prolongations), lundi soir à Alger, en 16^{es} de finale de l'épreuve populaire.



Les Rouge et Noir joueront sur deux fronts

Par Mahfoud M.

L'aventure de l'USM Bel Abbès en Coupe d'Algérie s'arrête aux portes des 8^{es} de finale. Les Scorpions ont été sortis par l'un des grands spécialistes de l'épreuve, à savoir l'USM Alger, 8^e fois vainqueur de la compétition.

Dans cette belle affiche animée par deux locataires de la Ligue 1, le suspense a été au rendez-vous. Présente à Alger avec un effectif décimé par les absences, l'USM Bel Abbès a réussi à tenir la dragée haute au patron de la L1.

Premiers à ouvrir les hostilités, les Rouge et Noir ont débloqué la situation juste avant la pause par Ardji (45'). Les Belabessiens ont répliqué cinq minutes après la reprise par l'entremise de Benayad (50'), poussant ainsi leur hôte à aller aux prolongations.

Alors que les convives du stade Bologhine pensaient que cette confrontation allait se décompter aux penalties, Hamia a libéré les siens à la 106^e minute en marquant la seconde réalisation des Usmistes. Les Rouge et Noir continuent de jouer sur les deux fronts (Coupe-champion-

nat), alors que la saison de la formation de la Mekera est pratiquement terminée après avoir raté tous ses objectifs.

L'USMA rejoint le NAHD et le CSC

L'USM Alger rejoint ainsi le NA Hussein Dey et le CS Constantine qui ont composé leurs billets. Opposés à deux formations de la Division nationale amateur (DNA - D3), les deux formations de l'élite ont fait respecter la hiérarchie. Toutefois, la tâche fut beaucoup plus ardue pour le Nasria et cela était prévisible, en raison de la grosse fatigue qui touche les coéquipiers de Bousouf qui enchaînent les matchs toutes compétitions confondues.

En effet, si les Sanafir ont réussi à plier le match dans les temps réglementaire face à l'IB Lakhdaria, grâce à Abid (78'), les Sang et Or ont dû attendre les penalties pour reprendre des couleurs. Pourtant, les Nahdistes pensaient avoir leur

qualification en poche après avoir pris l'avantage à la 41^e minute à la suite d'un penalty transformé par Allati. Mais c'était sans compter sur l'abnégation des joueurs de l'USM Khenchela qui ont redonné espoir à leurs supporters en égalisant dans le temps additionnel par l'entremise de Ben Messaoud (90+3'). La suite des débats allait être une histoire de tirs au but dans laquelle la chance a souri au NAHD (7-6). L'aventure se poursuit donc pour les poulains de Lacet qui semblent ne vouloir rien lâcher et comptent aller loin dans cette compétition même si la tâche ne sera pas de tout repos, avec la succession des rencontres. A noter que la rencontre qui devait opposer l'A Boussaâda à l'ES Sétif a été reportée à une date ultérieure en raison d'incidents qui se sont produits à M'sila et qui ont amené les responsables de la DJS à suspendre toutes les compétitions sportives de la wilaya de M'sila.

M. M.

FC Porto Brahimi nominé pour le plus beau but

Auteur d'une belle année avec le FC Porto et d'un titre du championnat du Portugal, Yacine Brahimi voit trois de ses buts durant l'année 2018 nominés pour le plus beau but de Porto. Le but de Brahimi face au rival du Sporting au mois de mars, celui face à Feirense au mois d'avril ainsi que le but face à Chaves au mois d'août, sont

tous nominés pour ce prix du meilleur but de l'année 2018, le meneur de jeu algérien aura une rude concurrence face à ses coéquipiers. Pour rappel, l'international algérien n'a toujours pas prolongé son contrat avec le club et se trouve dans le viseur de plusieurs clubs d'Europe, il sera libre de signer où il veut dès le mois de janvier.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran/Confirmée en appel

Peine capitale contre l'assassin de la petite Selsabile et son complice

LA PEINE capitale pour l'assassin de la petite Selsabile (K.A) et son complice (C.M), prononcée il y a trois mois par le tribunal criminel de première instance d'Oran, a été confirmée, lundi, par le tribunal d'appel, lors d'un procès où l'accusé principal a modifié ses déclarations.

Le procès en appel, ouvert lundi, a vu l'accusé principal, K.A, donner une autre version des faits qui se sont déroulés le 18 août 2018 à Haï Yasmine.

Contrairement à sa première déposition lors du premier procès le 29 septembre dernier, K.A a nié avoir attenté à la pudeur de l'enfant, indiquant qu'il avait tué Selsabile «accidentellement», en

voulant la faire taire lorsqu'elle avait tenté d'ameuter les voisins.

En outre, l'accusé a également affirmé avoir déplacé, seul, le corps de la petite fille, sans l'aide de son complice C.M. Ce dernier a réfuté en bloc les accusations portées contre lui, affirmant être la victime d'une machination ourdie par tous, même par les témoins.

Après délibérations, le tribunal d'appel a prononcé la peine capitale contre les deux accusés, condamnés par ailleurs à verser solidairement 3 millions DA à chacun des deux parents de la victime pour le préjudice subi.

Yanis F.

Promotion de la langue amazighe

Appel à recruter des traducteurs dans les institutions de l'Etat

LES PARTICIPANTS à la 4e édition des ateliers de la traduction vers la langue amazighe, clôturée mardi à Adrar, ont appelé à mettre en place un mécanisme pour le recrutement de traducteurs de la langue amazighe dans les différentes institutions de l'Etat.

Les intervenants, des académiciens, des linguistes, des enseignants universitaires et autres traducteurs, ont recommandé l'ouverture d'un département de la langue amazighe au niveau de l'université d'Adrar qui prendrait en charge notamment la promotion des deux variantes locales de la langue amazighe (tazentith et tamazigh).

Ils ont mis l'accent, lors de cette rencontre coïncidant avec le Festival culturel national d'Ahellil, sur l'extension du cercle de la traduction vers la langue amazighe depuis d'autres langues et civilisations de départ, outre celles de l'arabe et du français, ainsi que l'encouragement de l'adaptation des œuvres de renommée mondiale au cinéma et au théâtre.

Les participants ont également estimé nécessaire la publication d'un glossaire de terminologie fonctionnelle des différentes œuvres traduites par le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), dont la Constitution, l'appel du 1er Novembre 1954, la plateforme du Congrès de la Soummam, les textes de création de l'Organisation des Nations unies, en vue d'enrichir le bagage linguistique amazigh du traducteur disposant de copies numériques des glossaires et de la lexicographie.

Les chercheurs ont également préconisé l'établissement d'une table des matières réfé-

rentielle des différentes traductions réalisées en Algérie, ainsi que la mise au point d'un programme susceptible d'orienter le traducteur spécialisé en langue amazighe, avant d'insister sur l'accompagnement du projet d'études universitaires en Master de la spécialité arabe-amazighe à l'Institut de traduction d'Alger-2, mené en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS).

L'encouragement, en coordination avec le HCA, des clubs scientifiques étudiants pour accueillir les manifestations dédiées à la promotion de l'écriture en amazighe et d'en faire une langue cible de traduction, la consolidation de l'amazigh dans le système de communication nationale par l'augmentation des émissions pour la promotion des variantes amazighes notamment dans les régions frontalières, ont également été recommandés par les participants.

Ils ont, à cette occasion, appelé à impliquer les acteurs d'institutions dans la prochaine édition des ateliers de la traduction vers la langue amazighe, dont les travaux seront dédiés à l'interprétation simultanée et consécutive au service des deux langues, l'arabe et le tamazigh.

Cette manifestation qui s'est déroulée cinq jours durant à la maison de la culture d'Adrar, sous l'égide du HCA, a été sanctionnée par la signature d'une convention de coopération entre le HCA et l'université Ahmed-Draïa d'Adrar portant sur la promotion académique des deux variantes locales de la langue amazighe.

Racim C.

Les français réveillent sous haute surveillance



Louvis

Djalou@hotmail.com

Biskra/Pour assassinat d'une jeune fille et mutilation de son corps

Peine capitale et perpétuité pour 7 membres d'une même famille

Le tribunal criminel près la cour de Biskra a prononcé mardi une peine capitale à l'encontre de cinq accusés et la perpétuité pour deux autres d'une même famille impliqués dans l'assassinat d'une jeune fille et la mutilation de son corps.

Par Hamid F.

L'affaire, selon l'arrêt de renvoi, remonte au 27 février 2018 suite à la découverte de sachets en plastique contenant des membres d'un cadavre humain démembré, jetés dans plusieurs quartiers de la ville de Biskra.

Les services de la Protection civile sont intervenus avec les éléments de la brigade anti-criminalité de la police judiciaire et les premières investigations ont permis d'identifier la victime, la jeune fille, H.S. âgée de 23 ans au moment des faits et signalée disparue.

L'intensification des investigations de la brigade anti-criminalité a permis l'arrestation de 7 personnes d'une même famille, une mère et ses 6 enfants (3 garçons et 3 filles), voisins de la victime, impliqués dans cette affaire.

L'identification de ces personnes a été possible grâce aux enregistrements d'une vidéo surveillance montrant la victime arrivée à son domicile familial, dans un immeuble, et puis les personnes arrêtées, sortir du même immeuble, le lendemain, emportant des sachets en plas-

tique, indique le même document selon lequel le principal accusé a été identifié parmi le groupe arrêté par l'ADN de la victime qui, dans sa tentative d'échapper au meurtrier, avait éraflé son visage.

Lors du procès de 16 heures, l'accusé principal (S-M) âgé de 34 ans a reconnu les faits qui lui sont reprochés et avoué qu'il n'entretenait aucune relation avec la victime et qu'il avait agi par vengeance parce que la victime avait refusé sa demande en mariage, d'une manière qu'il a jugée «humiliante».

Le meurtrier a avoué avoir tendu à la victime un guet-apens et l'avait forcée à entrer dans son (meurtrier) domicile familial, où il l'a étranglée avant de lui asséner des coups à l'aide d'un outil tranchant et de découper, par la suite, son corps avant de le mettre dans des sachets en plastique.

Les membres de la famille du principal accusé dans l'affaire, représentés par la mère (H-B) 61 ans, ses fils (M-M) 36 ans et (W-M), 27ans et sa fille (A-M) 32 ans, ont nié les faits qui leur sont reprochés d'homicide volontaire avec préméditation, guet-apens, actes de barbarie et délit de mutilation et dissimulation du

corps de la victime. Les deux autres sœurs (S-M) 39 ans et (K-M) 28 ans ont avoué le délit de dissimulation du corps de la victime et sa dispersion dans plusieurs endroits de la ville, arguant avoir agi sous la menace de leur frère, l'accusé principal dans l'affaire.

Lors du réquisitoire, le représentant du parquet avait requis la peine maximale pour tous les accusés sans aucune circonstance atténuante car, a-t-il considéré, «ce crime crapuleux, qui a choqué l'opinion publique était injustifiable».

Dans leur plaidoirie, les avocats de la défense ont plaidé pour une expertise psychologique et mentale de l'accusé principal, et ont réclamé l'annulation du chef d'inculpation de constitution d'association de malfaiteurs pour, selon la défense, «absence d'un accord préalable entre les membres de la famille accusée du meurtre de perpétrer ce crime».

Le tribunal a prononcé la peine capitale pour l'accusé principal, sa mère et ses frères (A-M), (M-M) et (S-M), et la perpétuité pour (K-M) et (W-M) qui ont bénéficié de circonstances atténuantes.

H. F./APS